

# LEXIFRANCE

## L'AUTO-ENTREPRENEUR : CAP VERS UNE NOUVELLE OPPORTUNITE

L'engouement pour ce nouveau régime de « l'auto-entrepreneur » est aujourd'hui un vrai phénomène de société.

Ce nouveau statut mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 concerne tous ceux qui veulent avoir une activité complémentaire « *en nom propre* » ou exercer une activité professionnelle indépendante.

Il permet de se procurer un complément de revenus ou de tester une idée dans des conditions à la fois simples et favorables.

Cette formation a pour ambition de révéler, de façon claire et concrète, le fonctionnement de ce nouveau régime et de mettre en lumière les clés d'une utilisation optimale.

Au travers d'une approche pluridisciplinaire, ce stage a pour objectifs :

- d'expliquer le fonctionnement du régime de l'auto-entrepreneur,
- d'exposer les mécanismes comptables, juridiques, fiscaux et sociaux correspondants,
- de mettre en évidence les critères permettant de faire les bons choix,
- de permettre la réalisation d'un conseil approprié.

### 1<sup>ère</sup> partie. Aspects juridiques du statut d'auto-entrepreneur

#### A. Champ d'application : activités concernées et activités exclues

##### 1. Les activités concernées

Les activités commerciales  
Les activités artisanales  
Les activités libérales

##### 2. Les activités exclues

Les activités commerciales relevant de la MSA  
Les activités BIC non soumises à cotisations sociales  
Les activités exclues du micro-BIC  
Les activités en sociétés

#### B. Modalités de déclaration et d'identification

1. Les centres de formalités des entreprises compétents
2. L'identification au répertoire SIRENE de l'INSEE
3. L'immatriculation optionnelle aux répertoires professionnels

#### C. Conséquences juridiques particulières

1. Hypothèses d'entrées dans le statut d'auto-entrepreneur
2. Respect des dispositions concernant les activités réglementées
3. Statut des baux applicables
4. Cession de fonds de commerce ou artisanal, location-gérance
5. Statut du conjoint des auto-entrepreneurs
6. Protection du patrimoine privé
7. Exercice concomitant d'une activité salariée
8. Requalification en contrat de travail des faux auto-entrepreneurs
9. Perception d'une retraite
10. Situations des fonctionnaires
11. Droit de la faillite et auto-entrepreneurs
12. Hypothèses de sorties du statut d'auto-entrepreneur

## **2<sup>ème</sup> partie. Aspects fiscaux du statut d'auto-entrepreneur**

### **A. Règles d'imposition des bénéfices**

1. L'application des régimes des micro-entreprises
2. L'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu
3. Précisions concernant le revenu fiscal de référence
4. Précisions complémentaires concernant les micro-BIC et micro-BNC
5. Les obligations comptables
6. Le traitement fiscal des plus-values professionnelles

### **B. Modalités d'application de la TVA**

1. Application du régime de franchise en base de TVA
2. Conséquences de l'inapplication de la TVA
3. Conséquences de l'entrée dans le régime de TVA
4. Conséquences de la sortie du régime de TVA

### **C. Fiscalité locale**

1. Exonération temporaire de la taxe professionnelle
2. Exonération des taxes dues aux organismes consulaires

### **D. Conséquences fiscales du changement de statut**

1. Passage au statut d'auto-entrepreneur
2. Sortie du statut d'auto-entrepreneur

## **3<sup>ème</sup> partie. Aspects sociaux du statut d'auto-entrepreneur**

### **A. Modalités d'application du régime du micro-social**

1. Modalités de calcul des cotisations sociales selon le type d'activité
2. Comparatif avec les règles de droit commun

### **B. Prestations sociales**

1. Assurance maladie
2. Assurance vieillesse
3. Prestations familiales

### **C. Traitement des cas de pluriactivité**

1. Activités non salariées non agricoles et activités salariées
2. Activités non salariées non agricoles et activités non salariées agricoles

**Conclusion** : Exemples chiffrés de l'intérêt ou de l'inconvénient du statut d'auto-entrepreneur